

50 ans d'Europe

Par [JFB](#) le sam 10/03/2007 - 11:34

Campagne présidentielle française : comment relancer l'Europe ?

«Un de ces trois hommes sera très probablement le prochain ministre français des affaires européennes», chuchote un journaliste hongrois à l'oreille d'un de ses collègues d'Europe centrale, invité, comme lui, à participer à une rencontre sur les élections françaises et l'enjeu constitutionnel européen.

Ce jour-là, le 28 février 2007, dans une des magnifiques salles de réunion du bureau du Parlement européen, en plein cœur de Paris, à deux pas de l'Assemblée nationale, le Club Grande Europe (voir encadré) a en effet réussi un petit exploit, celui de réunir trois des plus grands spécialistes français de l'Union européenne, proches des trois principaux candidats en lice : Alain Lamassoure, député européen et Secrétaire National à l'UMP (pour le candidat Nicolas Sarkozy), Jean-Louis Bourlanges, député européen, Vice-président de l'UDF (pour le candidat François Bayrou) et Pierre Moscovici, Vice-président du Parlement européen, Responsable de l'International au PS, ancien ministre des affaires européennes (pour la candidate Ségolène Royal), afin de stimuler le débat sur la question européenne, peu présente dans la pré campagne présidentielle française.

Il est vrai que l'on choisit rarement un président de la République sur des critères de politique extérieure. Pourtant, la politique européenne est une des premières prérogatives du président qui sera élu le 6 mai prochain. Il ou elle consacra plus de la moitié de son temps à la politique européenne. Le calendrier européen ne lui permettra d'ailleurs pas d'improviser ou de tergiverser. Dès la fin du mois de juin, le Conseil européen, qui marquera la fin de la présidence allemande de l'Union européenne, tentera de relancer l'Europe politique et «de disposer d'une feuille de route qui indiquerait comment un traité constitutionnel peut vraiment être concrétisé», selon les mots de la Chancelière allemande Angela Merkel. Au deuxième semestre 2008, c'est la France elle-même qui assumera la présidence de l'Union, après la Slovénie. C'est d'autant plus important que, dans le système actuel, il faudra attendre 2021 pour qu'elle se retrouve à la tête du Conseil européen. Viendront ensuite la préparation des élections européennes de 2009 et la poursuite -

ou pas - du processus d'élargissement de l'Union (Balkans, Ukraine et Turquie).

Que proposent donc les trois principaux candidats pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve l'Europe depuis le célèbre et douloureux «non» du 29 mai 2005, lorsque les Français ont refusé la Constitution européenne et sonné le glas d'une certaine idée de l'Europe ? Peut-on relancer l'Europe à l'identique, ainsi que certains le croient, «comme on remettrait en marche à la manivelle une voiture tombée en panne» (Hubert Védrine) ? Faut-il laisser l'Europe, « tel un avion en pilotage automatique, dépendre de la direction du vent et perdre lentement de l'altitude», pour reprendre la métaphore d'Alain Lamassoure ? Comment envisager la suite de la construction européenne sur laquelle les Européens semblent tant diverger ? Que fera le président une fois élu sur l'Europe ?

Réponse de l'UMP

«Après un demi-siècle de construction européenne, nous sommes suffisamment unis pour qu'aucun de nos Etats ne puisse plus mener une grande action diplomatique autonome, mais pas assez pour agir ensemble et peser significativement sur la scène internationale. Si l'espace est commun, il n'en va pas encore de même de la puissance. Si bien que nous sommes plus souvent spectateurs qu'acteurs, plus volontiers financiers que décideurs, et finalement plus facilement exécutants que maîtres de la manœuvre.» (Discours sur la politique internationale de Nicolas Sarkozy, mercredi 28 février 2007). Pour rétablir cet équilibre, le candidat UMP estime qu'il faut que l'Union européenne retrouve un fonctionnement efficace et notamment sa capacité à prendre des décisions. Il faut réaliser les réformes institutionnelles les plus urgentes en reprenant les dispositions du traité constitutionnel qui ont fait globalement consensus lors du débat référendaire. La voie de la constitution étant désormais barrée selon lui, Nicolas Sarkozy appelle à la conclusion d'un traité simplifié que certains qualifient de «petit traité» (sur 448 articles initiaux il n'en reste plus que 130). La négociation doit être rapide pour sortir de la paralysie. Il faut «s'interdire de rouvrir la boîte de Pandore des négociations très complexes, très minutieuses, très approfondies qui ont permis d'arriver à un équilibre politique aussi subtil qu'un mouvement d'horlogerie suisse» (Alain Lamassoure). Devenant un traité ordinaire, il peut-être ratifié par le Parlement et non par référendum.

Réponse de l'UDF

Du côté de l'UDF, les malheurs semblent venir de plus loin que la Constitution européenne qui n'est «ni le problème, ni la solution» (Renaud Dehousse). Depuis la chute du mur, l'UE refuse de trancher sur trois questions essentielles : Qui doit être dans l'UE ? Que voulons-nous faire ensemble et séparément ? Et comment (de façon intergouvernementale ou fédéraliste) ? D'où la paralysie.

Pour Jean-Louis Bourlanges, la vraie question est de savoir si l'Europe doit rester «ce magma informe où seul le commerce compte ou si elle doit former deux cercles concentriques dans le premier desquels l'Europe politique pèsera enfin dans un monde en proie au désordre». François Bayrou a choisi : il souhaite lutter pour une "Europe active, qui entend peser sur les affaires du monde et défendre ses valeurs". Autre aspect important pour l'UDF : reconstituer un couple moteur, le couple franco-allemand. «Pourquoi le couple franco-allemand ?» s'interroge Bourlanges, «Parce que nous sommes les plus différents. Ainsi, quand les Français et les Allemands sont d'accord, l'on arrive globalement à avoir un accord avec des gens qui sont en réalité plus proches des Allemands ou plus proches des Français. C'est l'enjeu de demain. Est-ce que nous allons reconstituer un moteur à partir de l'Europe continentale pour faire pièce au désengagement évident des Britanniques ou est-ce que nous allons continuer cahin-caha avec cette Europe minimale sur laquelle on va plaquer une coopération intergouvernementale en matière de politique étrangère ?»

Au niveau constitutionnel, le candidat centriste rappelle que 18 pays ont ratifié le traité dont 2 par référendum, 2 ont répondu «non» et les autres ont évité de se prononcer. « Comme dans une famille, lorsqu'il y a un problème, la première obligation est d'en parler. Mon idée est de réécrire un texte lisible, qui rassure les citoyens et qui ne fera pas en France l'économie d'un référendum. Le peuple ayant dit «non», il faut que le peuple lui-même se prononce sur un nouveau texte. Ce n'est pas là affaire des seuls parlementaires. » (Rencontre François Bayrou/Jean-Claude Juncker, jeudi 1er mars, Luxembourg).

Réponse du PS

Pour Ségolène Royal, «la France a besoin de l'Europe» et il est important de «redonner confiance aux Français dans l'Europe». Ses idées maîtresses : plus on avance sur des choses concrètes et visibles, plus cela parlera aux Français, c'est ce qu'elle appelle l'Europe de la preuve ou des projets ; il faut aller vers une Europe

plus sociale ; mieux coordonner la politique économique et affirmer le rôle de l'Europe dans la politique étrangère.

Du point de vue constitutionnel, les socialistes sont contre un «mini traité» et pas pour la précipitation. Ils proposent une «troisième voie» qui consiste à «ni tout refaire, ni tout réduire». Tout d'abord, respecter à la fois les «oui» et les «non» mais accepter que le traité constitutionnel refusé par les Français et les Néerlandais soit caduc. Une nouvelle synthèse est alors nécessaire. Deuxièmement, il faut une nouvelle négociation simple et rapide, pas précipitée, avant les élections européennes de 2009. Ensuite, la base de nouveau traité reste le traité constitutionnel européen mais il faut améliorer le texte et le réécrire de façon sélective en explorant certains champs nouveaux (climat, immigration, gouvernance économique, droits sociaux). Autre point essentiel : le maintien d'un référendum est impératif, il permettra d'affirmer la volonté d'avoir un traité ambitieux et fort, pas un traité minimum, ratifié à la va vite par le Parlement. Il y a une responsabilité politique à assumer. «Le «non» français est aussi le résultat d'une politique qui a tendance à se défausser souvent sur Bruxelles et qui n'a pas assez expliqué et salué l'élargissement.» (Jean-Louis Bianco, directeur de campagne de Ségolène Royal). Enfin, le PS insiste sur la manière de s'y prendre avec les partenaires européens de la France : «nous ne pouvons pas renégocier entièrement le traité de notre côté, cela serait une erreur par rapport à nos partenaires européens qui ont dit «oui», et notamment nos voisins allemands. Nous devons aider la présidence allemande.» (Pierre Moscovici). Pour Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères de Mitterrand, le couple franco-allemand reste aujourd'hui un moteur essentiel de la construction européenne mais pas suffisant : «désormais, l'Europe doit, au minimum, être d'accord à trois - France, Allemagne plus une autre puissance telle que la Pologne par exemple - avant de pouvoir entraîner les autres pays».

La question européenne sera donc au cœur de la législature 2007/2012. La France, lorsqu'elle aura la présidence de l'Union européenne devra composer avec 26 autres gouvernements qui ne l'attendent pas comme le messie. Le successeur de Tony Blair s'annonce moins européen que lui, qu'il s'agisse de Gordon Brown ou de David Cameron. L'Allemagne est dirigée par une coalition gauche/droite ce qui ne facilitera pas la négociation. Tout le monde connaît l'eurosepticisme des frères Kaczynski en Pologne...etc. Mieux vaut donc, que le prochain président soit conscient des difficultés qui l'attendent et de la responsabilité qui lui incombe pour relancer l'Europe s'il veut être digne de la fonction qu'il brigue. Un mois avant le premier tour

de scrutin, l'Europe commémorera le cinquantième anniversaire du Marché commun, dont le Traité fut signé à Rome, le 25 mars 1957. Il faut Continuer l'Histoire, pour reprendre le titre d'un livre d'Hubert Védrine récemment paru.

Carine Palacci

•
Catégorie
Agenda Culturel